L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je crois que cette question est à l'étude et j'ignore quelle sera la décision finale de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

M. Aiken: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je la poser au premier ministre? Elle concerne les prêts dont peuvent bénéficier les municipalités et qui sont destinés aux usines de traitement des déchets. Le gouvernement, dans le cadre de son programme visant à réduire les fonds affectés à cette fin, est-il en train de reviser sa politique vis-à-vis des usines municipales de traitement des déchets?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il conviendrait à mon avis que cette question s'adresse au ministre d'État chargé de l'habitation, que la chose intéresse.

M. Aiken: Monsieur l'Orateur, pourrais-je clarifier ma question? A la suite d'une déclaration de politique générale, j'ai l'impression que le ministre d'État chargé de l'habitation n'obtient pas du gouvernement les affectations nécessaires. Tout ce que je demande au premier ministre, c'est...

M. l'Orateur: A l'ordre. Peut-être le député devrait-il poser une question supplémentaire. Il me semble plus facile de considérer la chose ainsi. Je ne crois pas que nous devions entendre une explication du député.

M. Aiken: Monsieur l'Orateur, voici ma question supplémentaire. Le gouvernement fait-il présentement une revue générale de politique en ce qui concerne l'attribution de crédits plus considérables à l'intention des usines municipales de traitement des eaux vannes?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, une revue générale de toute la politique relative au logement est en cours.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'ENQUÊTE SUR LA HAUSSE DU PRIX DE L'ACIER

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations? Comme le premier ministre a annoncé vendredi dernier que le gouvernement n'a pas l'intention de donner des pouvoirs spéciaux à la Commission des prix et des revenus dans le cas particulier de l'industrie de l'acier, je voudrais savoir si le gouvernement a prié la Commission—sans lui en donner l'instruction—de faire enquête sur la

hausse du prix de l'acier afin de voir si elle est justifiée. Par ailleurs, le ministre ou tout autre membre du gouvernement a-t-il fait des instances auprès de l'industrie de l'acier pour demander les raisons de la hausse?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, nous avons en effet eu des entretiens avec les membres de la Commission des prix et des revenus, de temps à autre.

M. Benjamin: Une autre question, monsieur l'Orateur. Je ne doute pas que les ministres aient eu des entretiens avec les membres de la Commission. Mais ces ministres ont-ils demandé à la Commission de faire enquête sur la question? Et le gouvernement envisaget-il, à la lumière des renseignements dont il dispose maintenant, d'obliger l'industrie de l'acier à réduire ses prix?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, pour répondre à la première partie de la question, le premier ministre a, vendredi, défini clairement la position du gouvernement. Quant à la deuxième partie, je crois qu'il revient au ministre de l'Industrie et du Commerce d'y répondre.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le ministre s'intéresse-t-il assez à cette question pour savoir si la Commission des prix et des revenus est bel et bien en train d'enquêter?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que la question ainsi formulée est irrecevable. L'honorable chef de l'opposition a demandé si le ministre montre assez d'intérêt; la question n'est pas acceptable sous cette forme.

L'hon. M. Stanfield: Peut-être pourrais-je m'y prendre autrement. Avec toute la considération due au ministre, sait-il si la Commission des prix et des revenus a entrepris une telle enquête?

L'hon. M. Basford: Avec toute la considération due au chef de l'opposition, monsieur l'Orateur, des discussions ont eu lieu, mais je ne crois pas que la Commission ait encore rien décidé à ce sujet.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

A PROPOS DE LA CONSTRUCTION DE LA PLACE RADIO-CANADA

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Pourrait-il dire à la Chambre où en sont rendus les travaux de construction des nouveaux édifices de la Société Radio-Canada?